



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle



Monsieur [REDACTED]
Directeur
EHPAD CHI LOMBEZ-SITE SAMATAN
49 R MARCADIEU 32130 SAMATAN

Date : Jeudi 14 septembre 2023

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire

Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives

Tableau des remarques et des recommandations retenues

V/Réf : Votre courrier du 20 Juillet 2023 reçu le 24 Juillet 2023 par voie postale

Monsieur le Directeur,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 26 Juin 2023, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Dans le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, les prescriptions sont levées.

Le tableau des remarques, ci-joint, précise la recommandation maintenue avec son délai de mise en œuvre. En conséquence, je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Occitanie
et par délégation,
La Directrice Générale Adjointe


Sophie ALBERT

Didier JAFFRE


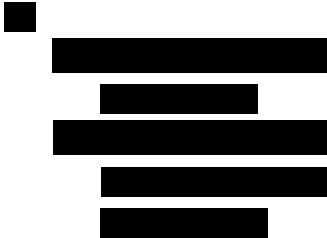
Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives
Tableau des remarques et des recommandations retenues
Contrôle sur pièces de l'EHPAD « CHI LOMBEZ – SITE SAMATAN » situé à SAMATAN (32130)

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Tableau définitif de synthèse des mesures correctives retenues

Ecart (3)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
Ecart 1 : L'établissement n'a pas transmis l'arrêté de nomination ainsi que les qualifications et diplôme du directeur de l'établissement.	D.312-176-6 à 9 du CASF (qualification directeur [1]) D.312-176-10 du CASF (EHPAD Publics)	Prescription 1 : Transmettre les documents réglementaires sollicités.	Effet immédiat		Prescription 1 levée.
Ecart 2 : Le MEDCO doit être titulaire d'un diplôme d'études spécialisées de gériatrie, d'un diplôme équivalent, ou de l'engagement dans un processus de formation qualifiante.	D. 312-157[3] (diplôme MEDCO) HAS, 2012[4] D. 312-159-1 du CASF (contrat MEDCO) HAS, « Plan personnalisé de coordination en santé », 2019	Prescription 2 : Transmettre à l'ARS les diplômes du MEDEC, ou son inscription à une formation.	3 mois		Prescription 2 levée.

<p><u>Ecart 3 :</u></p> <p>L'EHPAD n'a pas engagé d'actions dans le cadre de la démarche d'amélioration continue de la qualité.</p>	<p>Articles D312-203 et R314-223 et art D312-158-10° CASF</p>	<p><u>Prescription 3 :</u></p> <p>Définir et mettre en œuvre des actions dans le cadre de l'amélioration continue de la qualité des services rendus aux usagers.</p>	<p>6 mois</p>	<div data-bbox="1442 81 1778 900"> <div data-bbox="1442 81 1480 113">■</div> <div data-bbox="1491 113 1778 900"> <div data-bbox="1491 113 1778 145">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 161 1727 193">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 201 1778 233">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 240 1778 272">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 280 1615 312">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1491 320 1778 352">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 360 1778 392">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 400 1778 432">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 440 1715 472">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1491 480 1778 512">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 520 1760 552">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1491 560 1778 592">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 600 1778 632">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 639 1778 671">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 679 1615 711">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1491 719 1778 751">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 759 1738 791">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 799 1778 831">[REDACTED]</div> <div data-bbox="1536 839 1778 871">[REDACTED]</div> </div> </div>	<p>Prescription 3 levée.</p>
--	---	---	----------------------	--	------------------------------

Tableau des remarques et des recommandations retenues

Remarques (3)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
<p>Remarque 1 : Le document de délégation n'a pas été transmis. Il n'est pas possible d'évaluer le rôle respectif du directeur d'établissement et des deux directrices adjointes.</p>	EHPAD relevant du public : L. 315-17 CASF (délégation de signature non obligatoire).	<p>Recommandation 1 : La structure est invitée à formaliser délégations et/ou les subdélégations consenties par le Président du Conseil d'Administration au Directeur de la structure.</p>		<p>PJ</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p>	Recommandation 1 levée.
<p>Remarque complémentaire : Il est rappelé à titre indicatif à la structure l'obligation de signalement - sans délai - des événements indésirables et dysfonctionnements graves aux autorités administratives. L'adresse mail à laquelle les signalements doivent être adressés est ars-oc-alerte@ars.sante.fr ; le numéro de la plateforme régionale des</p>	L331-8-1 CASF R331-8 & 9 CASF Arrêté du 28/12/2016[3] Articles R. 1413-59 R. 1413-79 du CSP (EIGS)			<p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p> <p>[REDACTED]</p>	Remarque complémentaire levée.

		mettre en place des actions dédiées. La prévention de la santé bucco-dentaire chez la personne âgée constitue un enjeu majeur de santé publique			
--	--	--	--	--	--